ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 3771

Texte de la question

ÉDUCATION

M. le président. La parole est à M. Yves Durand, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Yves Durand. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, à la rentrée prochaine, toutes les académies, sauf une, subiront une nouvelle saignée de postes d'enseignants. Une fois de plus, vos tentatives de justification sont mensongères.

M. Marcel Rogemont. Eh oui !

M. Yves Durand. Vous prétendez être le premier recruteur alors qu'en ne remplaçant pas un enseignant sur deux, vous avez supprimé plus de 80 000 postes en cinq ans. En fait, monsieur le ministre, vous êtes le premier licencieur de France ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Votre argument sur la baisse des effectifs est fallacieux, une fois de plus, puisque le nombre d'élèves augmente depuis plusieurs années après le boom des années 2000.

Quant à votre comparaison avec les années quatre-vingt-dix, qui pourrait faire sourire si ce n'était dramatique, sur le nombre d'enseignants par rapport au nombre d'élèves, elle ne tient pas puisqu'elle ne prend pas en compte les moyens affectés à l'aide aux élèves en difficulté. C'est d'ailleurs l'aveu de votre volonté de les supprimer, de supprimer l'éducation prioritaire, de supprimer les RASED.

Vous prétendez que cette saignée vous permet de mieux rémunérer les enseignants. Les jeunes qui désertent massivement les concours de recrutement vous répondent de même. Ils refusent de se voir imposer deux années supplémentaires d'études non payées, sans formation, pour quelques dizaines d'euros. D'autant plus qu'au bout de cinq ans, leur salaire sera gelé, comme pour tout fonctionnaire. Les enseignants français restent les plus mal payés d'Europe.

Contrairement à vos sempiternels discours d'autosatisfaction, l'école ne cesse de se dégrader, comme le montrent toutes les études, y compris celles de votre propre ministère. C'est d'ailleurs pour cela que vous en interdisez la publication.

Monsieur le ministre, nous exigeons un moratoire de ces suppressions de postes que rien ne justifie. L'école n'a pas besoin de bonimenteur, mais d'un Gouvernement qui investisse dans la jeunesse pour lui redonner confiance. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR. - Protestations sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.* Monsieur le député, j'ai en effet entendu Mme Martine Aubry demander un " moratoire " sur la suppression des postes. Ce mot nous est étranger. Il nous est étranger parce qu'il est synonyme d'inaction. Cela vous ressemble tellement, monsieur Durand ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Nous, nous avons décidé d'agir pour moderniser le service public de l'éducation nationale,...

M. Kléber Mesquida. En coupant les crédits !

M. Luc Chatel, *ministre.* ...et ça marche ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Je prendrai un exemple que vous connaissez bien. Dans l'académie de Lille, nous aurons, à la rentrée prochaine, 8 600 élèves de moins. Il n'est pas anormal que nous adaptions les effectifs d'enseignants.

M. Patrick Lemasle. Avec 1 020 postes de moins !
M. Luc Chatel, *ministre.* Depuis 2005, les résultats progressent dans cette académie. Ils progressent au baccalauréat, ils progressent aux évaluations de CE1 et de CM2.
M. Bernard Roman. Pas grâce à vous !
M. Luc Chatel, *ministre.* Ils progressent dans l'évaluation CEDRE.
M. Bernard Roman. Pas grâce à vous !
M. Luc Chatel, *ministre.* Nous venons de communiquer les résultats : en 2003, 15 % des élèves ne maîtrisaient pas la lecture en entrant en sixième, ils sont aujourd'hui 13 %.
J'entends parler de " purge " du système éducatif.
M. Christian Paul. Oui, une Saint-Barthélemy !
M. Luc Chatel, *ministre.* Augmenter le salaire des enseignants de 18 % en cinq ans, vous appelez ça une purge ? Recruter 19 000 personnes, dont 80 % en CDI pour quarante années à la charge de l'État, vous appelez ça une purge ?
M. Bernard Roman. Combien partent ?
M. Luc Chatel, *ministre.* Augmenter le budget consacré aux enfants handicapés de 30 % l'année prochaine, vous appelez ça une purge ?
Monsieur Durand, face à cela, vous n'avez qu'une réponse, celle des moyens. Vous retardez. Je remarque d'ailleurs que le mot " moratoire " vient du latin *morari* qui signifie retarder. Vous retardez, monsieur Durand !
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.)

Données clés

Auteur : M. Yves Durand
Circonscription : Nord (11e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3771
Rubrique : Enseignement
Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative
Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 21 décembre 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 décembre 2011